

« L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE »

TABLE RONDE

Sommaire

Accueil par Marie-Françoise Bechtel, Présidente de la Fondation Res Publica..... 7

Exposé de Henri Proglío,
Ancien PDF d'EDF (2009-2014) et de Véolia Environnement (2003-2009),
président du Conseil d'administration de Thales (depuis 2014), membre du
Conseil international de Rosatom 9

Interventions et questions

Henri Proglío répond à :

Joël Barre,
Délégué interministériel au nouveau nucléaire ancien délégué général pour
l'armement (2017-2022)..... 27

Yves Bréchet,
Haut-commissaire à l'énergie atomique (2012-2018), Membre de l'académie des
Sciences 30

Louis Gallois,
Co-président de la Fabrique de l'industrie..... 34

Jean-Pierre Chevènement,
Fondateur et président d'honneur de la Fondation Res Publica, ancien ministre
de la Recherche et de la Technologie puis de la Recherche et de l'Industrie..... 37

Jean de Gliniasty,
Ambassadeur de France en Russie (2009-2013)..... 38

Jean-Michel Quatrepoint,
Journaliste économique, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res
Publica..... 40

Jean-Michel Naulot,
Membre du collège de l’Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, membre
du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica 46

Claude Nicolet,
Président de la Nation citoyenne..... 47

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Nous sommes très heureux de vous accueillir ici pour un débat sur une question qui fut troublante pendant un certain nombre d'années, qui devient aujourd'hui plus nette, comme les flots qui en coulant s'éclaircissent. Il s'agit de l'avenir du nucléaire dans notre pays. Il s'agit de l'aborder d'une manière qui soit pratique et non pas théorique. Fort heureusement d'ailleurs, un grand nombre de débats théoriques sont derrière nous et nous pouvons saluer le fait que l'opinion a quand même beaucoup évolué sur ce sujet depuis une dizaine voire une vingtaine d'années. Restait à introduire le « réacteur politique » – sans mauvais jeu de mots – dans la grande question de l'avenir du nucléaire. Ce fut chose faite avec le discours de Belfort, en février 2022, puis la décision de construire 6 EPR2 puis 8 encore à l'étude. Et récemment la ministre Agnès Pannier-Runacher a demandé que soit étudiée la possibilité de créer plus de réacteurs encore.

C'est le point où nous en sommes.

Les conditions pour arriver à cette mise en place sont évidemment ce qui va largement nous retenir ce soir autour du président Proglio et des éminents invités qui nous feront l'honneur de l'interpeller ou d'intervenir. C'est une question de mise en application. Et si on dit parfois que le diable est dans les détails, ici les détails sont colossaux.

Le projet de loi visant à accélérer la construction de nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2, qui « photographie » le choix du Président de la République (construction de 6 réacteurs EPR2 et possibilité de 8 autres réacteurs), a été adopté à l'Assemblée nationale en première lecture, avec modifications, le 21 mars dernier par une majorité extrêmement confortable (402 voix pour et 130 contre). C'est un tournant qui laisse devant la nécessité de la réalisation effective d'un choix de planification qu'il faut saluer et que nous saluons ici.

Le virage de l'opinion a sans doute aidé. Sous la pression considérable des mouvements écologistes nous sommes restés depuis dix ou vingt ans dans une sorte de marasme aggravé par une forte ignorance de la part de la presse et de

l'opinion, laquelle confond allègrement la part du nucléaire dans l'électricité et la part de l'électricité dans l'ensemble des besoins énergétiques, de sorte que les pourcentages valent un peu, y compris parfois dans les colonnes de presse. Nous reviendrons là-dessus et sur le pourcentage souhaitable d'énergie nucléaire dans la production d'électricité que Louis Gallois a fixé à 70 % lors de l'un de nos récents colloques, consacré à l'industrie¹.

Aussi bien les questions d'implantation que les questions de délai et bien entendu les questions de financement obligent aujourd'hui à aborder le dur du sujet. Mais il est quand même très important de saluer ce tournant culturel et politique qu'a pris notre pays après de trop longues années de retard, d'atermoiements, de régression.

Je finirai en disant que notre pays n'a pour le moins pas été aidé par l'Union européenne que peut-être il eût pu solliciter davantage, nous le voyons encore ces jours-ci. On ne peut pas dire qu'il ait été aidé par la manière dont l'Union européenne appréhende le nucléaire, pour des raisons idéologiques mais où les intérêts politiques et économiques ont aussi leur part. Nous pâtissons aussi d'une forme de scission. Peut-être pouvons-nous fonder un certain espoir sur le fait que onze pays, en comptant la France, sont des pays pronucléaires, et pas les moindres. Je pense à la Pologne qui n'est pas un petit pays dans l'Union européenne, surtout quand on regarde les ambitions qui sont aujourd'hui les siennes.

Nous nous interrogerons ce soir sur la manière de mettre en œuvre ce nouveau tournant énergétique vers le nucléaire appuyé sur une opinion qui a un peu clarifié son point de vue sur le sujet et sur des médias qui ne peuvent plus non plus dire n'importe quoi. Comment tout cela peut-il se mettre en place ?

Nous avons conçu ce dîner-débat autour d'Henri Proglio, qu'on ne présente pas mais dont je rappellerai qu'il fut PDG d'EDF de 2009 à 2014 et de Véolia Environnement de 2003 à 2009, et qu'il préside Conseil d'administration de Thales depuis 2014. Il est aussi membre du Conseil consultatif international de Rosatom.

¹ *Le défi du redressement économique de la France*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 31 janvier 2023.

Nous avons ici notre président fondateur, Jean-Pierre Chevènement, à qui je donnerai la parole après votre exposé ; Joël Barre, délégué interministériel au nouveau nucléaire, ancien délégué général pour l'armement de 2017 à 2022) ; Yves Bréchet, haut-commissaire à l'énergie atomique de 2012 à 2018, directeur scientifique de Saint-Gobain ; Louis Gallois qu'on ne présente plus tant nous le voyons souvent et avec joie dans nos colloques et rencontres, ex patron de la SNCF et d'Airbus, aujourd'hui co-président de la Fabrique de l'industrie ; Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique également bien connu de nous, auteur de *Alstom, scandale d'État* (Fayard, 2015) ; Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur de France en Russie que nous avons toujours le plus grand plaisir à voir ici.

Et maintenant, cher Président, je vous donne la parole pour nous dire comment, à la lumière de votre expérience passée, de vos responsabilités actuelles et de l'intérêt que vous gardez pour le sujet, vous voyez l'avenir de la filière nucléaire en France.

Petit sujet.

HENRI PROGLIO

Avant de traiter ce grand sujet parmi les sujets, je tiens à faire une mise au point.

Vous avez rappelé ma qualité de membre du Conseil consultatif international de Rosatom. Or à ce sujet l'opinion se fonde sur des informations fausses.

J'ai eu affaire à Rosatom en tant que président d'EDF puisque notre interface naturelle, nos interlocuteurs et nos partenaires dans le nucléaire c'étaient les Russes. Et Rosatom, avec 300 000 salariés, était probablement le groupe russe le plus important en matière de haute technologie dans le domaine du nucléaire civil et militaire. Rosatom est une entreprise d'État. Tous les administrateurs de Rosatom sont des représentants de l'État russe. J'ai eu des relations privilégiées avec eux, j'ai des relations privilégiées et amicales avec Sergueï Kirienko (62 ans), l'ancien Premier Ministre devenu président non exécutif de Rosatom, qui présida le gouvernement de la Fédération de Russie du 23 mars au 23 août 1998. Cet homme absolument remarquable a complètement redressé la filière russe après le

désastre de Tchernobyl et en a fait un joyau technologique et industriel. Dont acte. En tant que patron d'EDF j'ai donc eu naturellement affaire à lui. Nous avons – nous toujours – des coopérations. En effet, le nucléaire ne fait pas partie des sanctions et les combustibles qui nourrissent nos centrales nucléaires viennent en grande partie de Russie. Les Russes ont beaucoup d'avance sur nous parce que, contrairement à nous, ils n'ont pas arrêté d'investir dans la recherche, dans le développement et dans les nouvelles technologies nucléaires.

À mon départ de la maison EDF, début 2015, j'ai reçu deux appels téléphoniques à quelques heures d'intervalle, l'un de J.R. Immelt, à l'époque président de General Electric – qui se trouvait à Paris pour des raisons funestes, puisqu'il rachetait Alstom – qui m'a proposé de devenir son conseiller spécial en matière d'énergie et d'eau. Il m'avait connu comme président de Veolia et comme président d'EDF. J'ai donc accepté d'être conseiller spécial de Jeff Immelt pour l'eau et l'énergie. Quelques heures plus tard j'ai reçu un appel de Kirienko qui m'invitait à dîner avec lui à Moscou. Il souhaitait que nous continuions à travailler ensemble et proposait de me prendre comme conseil. Restait à déterminer sous quelle forme car Rosatom est une entreprise d'État.

Mes deux premiers contrats furent donc avec les Russes et les Américains.

J'ai arrêté de travailler avec les Américains en raison de problèmes logistiques, de décalage horaire, de déplacements.

Quant aux Russes ils avaient institué une espèce de comité international de réflexion sur le nucléaire civil qui comprenait un Italien, un Finlandais, un Espagnol, un Japonais et un Français (moi), tous les autres étant des anciens patrons d'autorités de sûreté. Nous nous voyions tous les trois ou quatre mois, avec une rémunération de 2000 euros mensuels imposables. Tout cela a fonctionné jusqu'à ce qu'intervienne la guerre en Ukraine. Bien que nous ne nous voyions plus, je n'avais aucune raison d'annoncer ma démission pour complaire aux médias. J'ai gardé des relations tout à fait amicales avec mes amis russes, je ne vois pas pourquoi je leur ferais l'offense d'annoncer une démission.

Merci de m'accueillir.

Dans votre invitation, vous me posiez deux questions. La première était : comment expliquez-vous la destruction d'EDF ? La seconde portait sur l'avenir du nucléaire français.

Je suis venu par respect pour chacune et chacun d'entre vous, par respect pour Monsieur le ministre, pour qui j'ai une immense estime. Je n'ai pas l'habitude de m'exprimer très souvent. J'ai refusé toutes les interviews que l'on m'a proposées sur ces sujets. Je ne me suis exprimé qu'à l'occasion d'une convocation de l'Assemblée nationale² à laquelle je ne pouvais me soustraire. Je ne pratique pas trop la langue de bois, je dis ce que je pense et j'en assume les conséquences, aujourd'hui plus facilement qu'avant mais je l'ai toujours fait.

I La destruction d'EDF, drame absolu, a été structurée, voulue et obtenue. Je l'avais dit dans un colloque précédent sur la transition énergétique³ auquel m'avait convié Jean-Pierre Chevènement. Je me souviens avoir exposé ma pensée à un moment où ce n'était pas complètement dans l'air du temps : dans une transition, en principe, on sait d'où l'on vient et où l'on veut aller. Là on savait d'où l'on venait, on ne savait pas où on allait. Nous avions atteint nos objectifs, nous étions en train de détruire ce que nous avons construit.

La France a voulu son indépendance énergétique, l'a construite et l'a accompagnée à la fois industriellement et politiquement pendant soixante-dix ans.

En 1946 la France, dans un état difficile, pour ne pas dire plus, était dotée d'un vrai gouvernement – cela arrive de temps en temps par les hasards de l'Histoire – à l'époque gaulliste et communiste. Constat fut fait que ce pays qui avait tellement de défis à remporter se devait de mettre parmi les priorités le sujet de l'énergie. La France n'avait pas beaucoup de ressources propres, pratiquement pas de gaz, pas de pétrole, beaucoup moins de charbon que ses voisins. Elle était donc presque complètement dépendante de ses importations, chose qui n'avait pas échappé à la pertinence des politiques de l'époque. Si nous voulons construire un avenir pour ce pays, lui donner un atout, il faut résoudre ce problème, s'étaient-ils dit.

² Mardi 13 décembre 2022, la commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France a auditionné Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat au ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, et Henri Proglgio, président d'honneur d'électricité de France (EDF).

³ *Défis énergétiques et politique européenne*, Colloque organisé par la Fondation Res Publica le 18 juin 2019.

Ils s'étaient lancé trois défis : le défi de l'indépendance du pays en matière d'électricité, le défi de la compétitivité du territoire et le défi – communiste – de la construction d'un service public de l'électricité fondé sur des principes simples : l'accès de tous à ce service public, quels que soient la classe sociale et le lieu de résidence, au même prix et avec la même qualité de service.

Le réchauffement climatique n'était pas encore une préoccupation à l'époque.

Un peu plus de cinquante ans plus tard, au début du XXI^{ème} siècle, la France était exportatrice d'électricité, l'électricité française était deux fois moins chère que l'électricité allemande (et environ deux fois moins chère que la moyenne européenne) et le contrat de service public français faisait figure de réussite exemplaire dans le monde entier.

Enfin nous avons remporté un défi auquel nous n'étions pas confrontés au début de la période, celui des émissions de gaz à effet de serre. Si la France est vertueuse dans ce domaine, c'est parce qu'elle produit de l'électricité pratiquement sans émissions. Cela grâce au pari pris à l'époque qui reposait sur le choix technologique de l'hydraulique et du nucléaire. La France avait osé se lancer dans cette voie, avec les difficultés considérables que cela représentait, notamment des investissements colossaux réalisés sur une longue durée car ces installations (barrages, réseaux) s'amortissent sur près d'un siècle. Et nous constatons aujourd'hui que les centrales elles-mêmes peuvent dépasser les trente ans d'origine et les quarante ans actuels.

Ces choix avaient été compliqués.

En matière d'hydraulique il avait fallu faire des investissements lourds, à l'époque sans trop de difficultés, mais aussi surmonter les embûches liées à la nécessité d'engloutir des villages entiers. Tout avait été transféré, y compris les cimetières, mais il subsistait évidemment des réticences et la nostalgie des personnes qui voyaient disparaître leurs souvenirs de jeunesse. Toutefois les « écolos » étaient moins puissants à l'époque qu'aujourd'hui.

À partir du moment où le choix du nucléaire a été fait il a fallu choisir la technologie nucléaire. On parlait alors du graphite-gaz, de l'eau pressurisée ... Il y a eu des hésitations, des demi-tours. On les a oubliés parce que la réussite efface les difficultés mais ce fut difficile. Il faut rendre hommage à tous les grands ingénieurs de cette tradition industrielle d'avoir réussi ce défi et aux politiques de l'avoir accompagné sans faillir, au-delà de toutes les turbulences du monde politique et de toutes les fluctuations des élections. On rappellera quand même que François Mitterrand qui, lors de sa campagne électorale de 1981, s'était

engagé à arrêter le nucléaire, a construit sur ses deux mandats plus de centrales qu'il ne s'en est construit avant et même après. L'équipement a été continu, rendons-lui cet hommage.

Ces choix ont été réalisés. Donc au début du XXI^{ème} siècle la France a un atout considérable. Mais le monde qui nous entoure bouge. C'est à cette époque que l'on commence à parler de « tournant énergétique », que l'Allemagne se met à zigzaguer et aspire à une *Energiewende*. Les Allemands avaient en effet de quoi se préoccuper car leur électricité était essentiellement à base de charbon et surtout de lignite, qui est bien pire que le charbon (et auquel ils retournent actuellement d'ailleurs). En matière d'émissions de gaz à effet de serre, il n'y a pas mieux ! L'Allemagne a donc engagé des sommes gigantesques dans le renouvelable. À ce jour l'Allemagne a investi 600 milliards d'euros dans le renouvelable sur les 1000 milliards d'euros investis par l'ensemble des pays européens. 600 milliards d'euros qui ne servent à rien, qui ont fait exploser les deux grands électriciens : E.ON dans le Nord et RWE dans la région de la Ruhr. Au bord du dépôt de bilan des deux électriciens ont été sauvés par la République fédérale. Prenant conscience de cette grave difficulté et conscients du fait que depuis le début de la République fédérale l'Allemagne avait choisi l'industrie comme vecteur de sa croissance économique, les Allemands ne pouvaient pas supporter l'idée de garder à leur porte un pays, un concurrent, qui disposait d'un atout compétitif tel qu'EDF. Depuis vingt-cinq ou trente ans, l'obsession allemande est de détruire EDF. Ils y ont réussi.

Je n'en veux pas aux Allemands, ils ont défendu les intérêts allemands. J'en veux plus aux Français de ne pas avoir défendu la France.

Voilà le constat : nous étions à l'optimum et nous avons aujourd'hui plus qu'abîmé, détruit l'un des atouts majeurs que gardait notre pays dans le domaine de l'industrie et celui du service public.

Revenons en arrière. La création d'EDF a été l'élément fondamental des outils industriels créés par le gouvernement français pour réussir ses paris : nationalisation des opérateurs électriques, création de l'entreprise Électricité de France à qui mission a été donnée de coordonner l'action et d'être l'interlocuteur de l'industrie dans ce domaine. À ce titre, EDF est devenue à la fois l'opérateur d'un service public essentiel et le bras armé du pays dans le développement du système électrique, un système optimisé intégrant la production hydraulique et nucléaire, intégrant les réseaux, intégrant évidemment le stockage (l'hydraulique

a beaucoup plus de capacités de stockage que de capacités de production), intégrant par ailleurs le rôle d'architecte ensemble de l'outil industriel que constitue le nucléaire, avec comme bras armé le CEA qui était chargé de toute la partie amont, des études, des réflexions stratégiques et technologiques, avec les industriels, Framatome et Cogema, l'un spécialisé dans l'outil lourd de production, l'autre dans le retraitement et la gestion du combustible. Le tout était assez cohérent. Et quand j'ai pris les rênes d'EDF en 2009 tout le monde considérait, à juste titre, qu'EDF était le chef de file du nucléaire français.

Cela malgré les aboiements à la porte de ce qu'était devenue Areva.

Areva a résulté du rapprochement entre les deux bouts de la chaîne, l'industrie et le retraitement. Et par ambition, folie ou vanité, elle est venue concurrencer EDF dans la maîtrise du système. Tout a à peu près tenu jusqu'à quelques événements qui ont progressivement acté la destruction du système, commencée au moment du gouvernement Jospin avec l'arrêt du Superphénix et l'hystérie de Mme Voynet. En effet les « roses » avaient besoin pour gouverner de l'appui d'un groupuscule qui n'avait comme vecteur de réflexion que l'anti-nucléaire. Et peu à peu on a multiplié les systèmes qui ont progressivement cassé la logique. Je cite simplement la contribution au service public de l'électricité (CSPE), mise en place dès 2003, une taxe énergétique ajoutée directement sur les factures d'électricité des consommateurs d'électricité français. Je me suis battu pour me faire rembourser la CSPE par le gouvernement français. Destinée en principe à la modernisation de l'outil, la CSPE sert en réalité à subventionner les énergies renouvelables⁴ : aujourd'hui, 80 % à 90 % de la CSPE part à destination des subventions pour le renouvelable. Le montant, environ 2 milliards par an collectés par EDF sur les factures des abonnés au titre de la CSPE, était ensuite reversé par EDF à l'État qui le distribuait aux heureux bénéficiaires. Et l'État oubliait de rembourser EDF. Je me souviens avoir eu à ce titre plusieurs fonds de roulement augmentés de 2 milliards par an. Quand cela a atteint 6 milliards j'ai décidé d'arrêter de payer l'État. Ce fut un combat acharné qui détournait évidemment des sujets essentiels.

⁴ La CSPE, destinée à couvrir les coûts représentés par l'acheminement de l'électricité jusqu'au consommateur final, couvre en réalité essentiellement les surcoûts des obligations d'achat de l'électricité d'origine renouvelable et provenant de la cogénération et les surcoûts engendrés par les politiques de soutien et de développement des énergies renouvelables.

En 2010, sous la pression de Bruxelles, inspirée par qui on sait, la loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) a été votée alors que la droite était au gouvernement. La doctrine européenne repose sur un dieu, un veau d'or : la concurrence, le bonheur des peuples par la concurrence. « La liberté par le travail », proclamait-on en des temps tragiques, aujourd'hui, c'est le bonheur par la concurrence ... tant il est évident que le monopole fait le malheur des populations ! Des rapports ont été rédigés par des gens très intelligents, tel M. Champsaur⁵ qui recommandait de traduire en même temps la réglementation européenne et la loi NOME, laquelle consiste à imposer à EDF de vendre 25 % de sa capacité électronucléaire à ses concurrents⁶ sans aucune contrepartie, sans aucune obligation de production. Ces « fournisseurs alternatifs » n'existaient pas mais ils se sont créés. Des *traders* se sont constitués (Direct Énergie, etc.), pour l'essentiel rachetés par Total qui s'est ainsi « verdi ».

J'ai assisté à ce spectacle, je me suis débattu, j'ai fait part de mon indignation au gouvernement. « La concurrence ! La concurrence ! » fut la seule réponse que j'obtins. De concurrence il n'y en a pas, il n'y a que nous qui produisons. Les autres vendent notre production à nos clients. « La concurrence va faire baisser les prix ! ». Non, cela ne va pas faire baisser les prix.

Nous avons donc vendu à nos concurrents. On voulait m'imposer 36 euros le mégawatt/heure. Au bout d'un combat homérique j'ai arraché 42 euros, sous les hurlements des concurrents qui n'existaient pas. Le prix de revient (coût complet, y compris les provisions pour démantèlement, renouvellement, etc.) tourne aujourd'hui avec le parc nucléaire existant autour de 60 ou 65 euros. Pourquoi les 36 euros ? C'était le coût sec, le coût direct de production sans aucune prise en compte des provisions pour démantèlement, renouvellement, etc. En obtenant 42 euros j'ai gagné une médaille en chocolat mais personne n'y croyait. « Tu vas dans le mur », m'avait dit mon prédécesseur. Pour obtenir ce prix j'avais été obligé

⁵ *Rapport de la commission sur l'organisation du marché de l'électricité*, auteur : Paul Champsaur, auteurs moraux : ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, remis le 24 avril 2009.

⁶ La loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 sur la Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité dite « loi NOME » a pour objectif de permettre une ouverture effective du marché de l'électricité en France et d'assurer aux fournisseurs alternatifs un droit d'accès régulé à l'électricité à des conditions équivalentes à celles dont bénéficie le fournisseur historique EDF.

de lâcher le combat sur la réglementation thermique de 2012 (RT2012⁷), dont personne ne se souvient – sauf quelques initiés – qui a privilégié à 100 % le gaz dans toutes les nouvelles constructions. Le tout électrique était balayé, il fallait absolument passer au gaz. On a vu le formidable résultat. Entre temps, évidemment, on a offert Gaz de France (GDF) aux groupes privés de manière afin de les faire bénéficier des atouts de cette soi-disant concurrence. Ils sont morts. Alléluia !

Quand vous assistez à tout ça il y a des moments où vous vous posez des questions en tant que patriote et en tant que citoyen mais vous vous battez quand même. C'est une drogue. S'ajoutaient à cela les attaques de l'ex-Areva. Ils avaient fait faillite entre-temps après avoir pourri le système. Mais pour éviter d'annoncer la faillite on avait fait acheter par EDF un outil industriel qu'elle ne sait pas gérer parce que ce n'est pas son métier. Ainsi va le monde.

Ça c'est pour le nucléaire.

Le summum n'était pas encore atteint.

En 2012, parmi les candidats à la candidature socialistes figure mon ami Strauss Kahn, finalement empêché pour des raisons non professionnelles. Un certain François est alors choisi comme candidat PS et envoie l'incomparable Michel Sapin pour négocier l'accord PS-EÉLV. Ce grand homme (n'oubliez jamais son nom !) et Jean-Vincent Placé, le conseiller politique de la secrétaire nationale, se réunissent nuitamment, comme c'est la coutume. À 2 heures du matin Placé appelle en catastrophe Cécile Duflot : « Nous voulions demander l'arrêt de deux réacteurs nucléaires, les socialistes nous en proposent 24 ! » Il n'en revenait pas. Et, au petit matin blême sort le programme commun où figure l'arrêt de 24 réacteurs nucléaires. Quand vous êtes patron d'EDF vous n'avez pas le droit d'intervenir dans une campagne politique mais vous avez derrière vous 200 000 personnes qui attendent au moins une réaction de votre part. À défaut de pouvoir intervenir, j'accepte une interview du quotidien *Le Parisien*. C'était la seule information du jour. « Ce n'est pas possible, on ne peut pas tuer le nucléaire, un atout formidable de la France, un million d'emplois : 250 000 emplois directs, 230 000 chez les sous-traitants et 500 000 chez les « électro-intensifs », ces

⁷ Conséquence de la Loi Grenelle de l'Environnement, la Réglementation Thermique 2012 (RT 2012) s'inscrit dans la lignée des réglementations thermiques 2000 et 2005. Applicable en France, elle établit qu'un logement ne doit pas consommer plus de 50kWh par m² et par an (corrige du climat) d'énergie primaire.

entreprises qui ont choisi la France parce que nous avons l'électricité la plus compétitive ! ». Hurlements du candidat qui déclare dans une interview au Point : « Si je suis élu, les deux premiers dont je couperai la tête seront Squarcini⁸ et Proglia » (Squarcini est passé à la trappe, je suis resté). Réalisant quand même qu'il était allé trop loin, il appelle un de ses amis : « 24 c'est peut-être un peu beaucoup. Nous allons rectifier le tir. Quelle est la plus vieille centrale ? ». Fessenheim, lui répond son interlocuteur après avoir consulté internet. « Eh bien nous allons fermer Fessenheim ! ». Mais celui qui vient de consulter internet ne sait pas que l'on vient d'investir 1,5 milliard pour rénover Fessenheim, la centrale considérée comme la plus sûre et la plus moderne par l'ASN.

Là on arrive à un point de sidération.

Sans véritable débat, il est décidé, au doigt mouillé, comme l'ai dit à l'Assemblée nationale – que la part du nucléaire doit baisser à 50 %. Nous étions alors à 73 % ou 75 % ... 50 % c'était un chiffre rond. La part du nucléaire fixée à 50 % vient de là. Évidemment la question de la provenance des autres 50 % n'a effleuré personne.

Dès ce moment-là le nucléaire a été condamné. Comment recruter dans ces conditions EDF est une entreprise publique dont les rémunérations sont relativement modestes par rapport au privé, même des entreprises privées de service public. EDF employait 300 000 personnes, essentiellement des cadres et des agents de maîtrise, sauf dans les réseaux. Mais les rémunérations d'EDF sont un cran en-dessous des rémunérations de l'industrie, cinq crans en-dessous des rémunérations de la finance, dix-huit crans en-dessous des rémunérations du *trading* (je le dis parce que nous avons une grosse activité de *trading*).

« Je souhaite que nous passions en revue les cadres du groupe, j'ai cette habitude, en fin d'année, période des mutations, des promotions, et cela me permettra de connaître les gens. Nous allons faire plancher chaque patron des services », dis-je à ma DRH en arrivant à EDF en novembre 2009. « Vous n'y pensez pas, Monsieur », protesta-t-elle. Nous l'avons fait. Je vous donne un seul chiffre : Le patron du parc nucléaire français (58 réacteurs), qui n'était pas le moins intelligent, le moins responsable, le moins compétent, touchait 280 000 euros bruts, annuels, tout compris ! Une belle rémunération pour un Français, me dira-t-on mais très éloignée de la rémunération propre à attirer un cadre de ce

⁸ Bernard Squarcini, directeur central du renseignement intérieur depuis le 2 juillet 2008, sera remplacé le 30 mai 2012.

niveau et de cette responsabilité ! Je suggérai alors de doubler au moins sa rémunération. « Vous n’y pensez pas... ». Je l’ai fait.

Malgré cela je peux vous dire que les rémunérations d’EDF ne sont pas extravagantes et n’attirent pas les gens pour l’argent. Or pour recruter de très bons ingénieurs, de très bons professionnels, il faut leur donner une ambition, si possible une récompense, en tout cas un avenir. Ressasser à longueur de journée que le secteur du nucléaire n’a pas d’avenir et qu’aujourd’hui il faut savoir vivre sans nucléaire n’est pas de nature à faciliter les recrutements. D’autant plus que ces gens qui n’osent plus dire dans quel métier ils travaillent sont mal payés ! (Pour paraphraser un publicitaire bien connu : « Ne dites pas à ma mère que je suis dans la publicité, elle me croit pianiste dans un bordel »). Franchement, ce n’est pas attrayant. On en paie aujourd’hui les conséquences. Car entre temps les anciennes équipes ont vieilli. Les très bons ingénieurs qui ont construit ce formidable outil partent – ou sont partis – à la retraite. Et nous souffrons d’une formidable carence de recrutement. Voilà la situation dans laquelle se trouve le nucléaire aujourd’hui.

Je ne vous parle pas du renouvelable, une industrie de la subvention purement financière. Il y a eu un gigantesque enrichissement sans cause dans le renouvelable, en Europe surtout mais aussi en France. Songez que Direct Énergie a été vendue 2,9 milliards d’euros ! Je connaissais les deux promoteurs, ils ont fait une fortune. « Ce n’est pas sans un petit pincement au cœur que je me retire de Direct Énergie », m’écrivit l’un des deux, le jour de la vente. « Il y a des chèques qui compensent », lui avais-je répondu. Mais quand en plus l’acheteur a l’audace de faire des campagnes de « com » en prétendant vendre – à nos clients – de l’énergie verte, alors que c’est la nôtre ! ...

Ce n’est pas tout.

Quand j’arrive dans cette maison, fin 2009, mes équipes sont déstabilisées par la mise en concurrence des barrages. Une loi traduisant une directive européenne impose la mise en appel d’offres des barrages ... qui appartiennent à l’État et sont gérés par EDF ! L’utilité des barrages est un stockage d’électricité efficace et compétitif, le seul qui existe. Or les acquéreurs potentiels souhaitent les acheter pour la production d’électricité, pas pour la valeur d’optimisation du système d’électricité. Ce qui est fou ! Nous avons donc désobéi, préférant payer une amende. Quand on fait un excès de vitesse on paye une amende, on se fait retirer des points mais on ne laisse pas la voiture ! Empêcher que soit détruite cette

optimisation relève de la désobéissance patriotique ! J'ai eu bien sûr droit à des remontrances et même plus que ça. Ce n'est toujours pas réglé, on ne sait pas comment se sortir de cette loi toujours en vigueur.

Mais il fallait un peu plus étrangler la bête.

Il est décidé qu'EDF n'a plus le droit de gérer les réseaux qui lui appartiennent. RTE, le transporteur mais aussi un système d'optimisation, devient indépendant. Or qui dit indépendant dit déboussolé. Ce n'est pas une autorité, c'est une mission qui fait partie intégrante d'un système. RTE étant devenue indépendante EDF doit reconstituer sa capacité d'optimisation du système électrique hors RTE.

Comme la gangrène, cela s'est étendu aux réseaux de distribution. EDF n'a plus le droit de gérer les réseaux de distribution donc n'a plus accès aux clients. On a fait d'EDF un fournisseur indépendant d'énergie comme on en trouve dans les pays libéraux.

Ma fascination pour l'application scientifique de cette destruction massive n'a pas cessé. On a fracassé ce qui était le système de référence.

Mais on se réjouit : Nous allons construire des éoliennes en mer, c'est formidable ! De plus en plus loin des côtes pour qu'on ne les voie pas. Aujourd'hui c'est 12 kilomètres, bientôt ce sera 32 et dans quelques temps, quand les pêcheurs auront protesté, ce sera 50 kilomètres. Il faudra donc qu'elles soient flottantes car on ne pourra plus les ancrer. Cela devient totalement ruineux, sans parler des risques de tempêtes. Les éoliennes terrestres coûtent moins cher mais on a compris que les gens n'en veulent plus. Ils les sabotent s'il le faut, comme les portiques sur les autoroutes ... je n'ai pas trop de craintes pour les éoliennes terrestres, le peuple s'en chargera. On arrive encore à acheter quelques paysans qui vendent leurs terres pour pouvoir avoir quelques revenus. Mais les voisins vont saboter.

Nous sommes dans un système devenu fou !

Quant au photovoltaïque, c'est merveilleux ! Les rois du photovoltaïque sont les Allemands. Car l'Allemagne, comme chacun sait, est un pays écrasé de soleil. Des champs photovoltaïques sont installés sur la Mer du Nord, du côté de Hambourg. Mais l'Europe ne manque pas de génie et l'on compense le manque de soleil par le surplus de subventions. Moins il y a de soleil, plus il y a de subventions !

Les plus verts des Verts sont quand même les pays d'Europe du Nord. Mais avec six mois de nuit les Finlandais et les Islandais n'ont pas cédé à la tentation du voltaïque.

Les Allemands ont construit de l'éolien en Mer du Nord mais il n'y a pas de réseau de transport pour amener l'électricité là où sont les besoins. Très souvent ils font tourner les éoliennes à vide, ils débranchent, pour limiter la production d'électricité, pour que le pays ne tombe pas dans un trou noir comme ce fut le cas pendant deux ou trois jours il y a une dizaine d'années.

Ce paysage est hallucinant. Dans une fiction ou une bande dessinée on le trouverait trop peu crédible. Et pourtant ...

J'ai subi quelques-unes de ces offensives : attaques contre le nucléaire, loi NOME, CSPE, etc. Quand j'ai quitté la maison fin novembre 2014, je n'ai pas arrêté les comptes, c'est mon successeur qui l'a fait au 31 décembre (et je ne connais pas un successeur qui ne profite pas de son arrivée pour faire des provisions). Il se trouve qu'EDF a clôturé son meilleur exercice de tous les temps en 2014, avec 4,5 milliards de résultat net, 18,5 milliards d'EBITDA⁹ et une dette sur EBITDA inférieure à 3, sachant que c'est EDF qui a payé le parc nucléaire français, ce n'est pas l'État, ne l'oublions jamais. Cela signifie que le nucléaire a été rentable, que l'on a construit ce phénoménal atout compétitif industriel qu'était EDF sans qu'il en coûte rien au contribuable. Il a coûté à l'abonné mais comme celui-ci bénéficiait d'un prix beaucoup plus compétitif que dans le reste de l'Europe démonstration était faite.

On ne peut pas parler d'avenir si on ne regarde pas le passé et si on ne diagnostique pas les erreurs. Cela m'a conduit, comme vous le voyez, à un constat assez agressif mais de bonne foi. J'ai eu le privilège de diriger cette maison, je rends hommage aux formidables compétences qu'elle recelait – et recèle encore – et à l'esprit de service public qui l'animait. Le contrat de service public n'existe plus. Le nucléaire est à l'agonie. L'indépendance énergétique du pays a

⁹ L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization*) est le revenu issu de l'activité opérationnelle d'une entreprise indépendamment de ses décisions non opérationnelles telles que les conditions de financements (coût de la dette), les décisions d'investissement (les charges non décaissées comme les amortissements), les incidences fiscales (taxes et impôts sur les bénéfices).

été largement remise en cause. Et tout a été fait pour qu'EDF ne soit plus un système électrique intégré donc optimisé. On l'a « dispersée façon puzzle ».

Mesurons le gigantesque écart entre ce que ça a été et ce que c'est devenu. Pardon d'être peut-être un peu provocateur. On va me dire que je suis un homme du passé, que je vis sur des souvenirs. Mais ces souvenirs ne sont pas si vieux et le système intégré avait beaucoup de vertus d'optimisation. Pourquoi effacer ce qui a existé ? Pourquoi ne pas envisager l'hypothèse, certes assez absurde aujourd'hui, de reconstituer une entreprise intégrée, comme en ont nos concurrents ? Nos pays compétiteurs, les autres pays européens, souvent des pays fédéraux (Allemagne, Italie, Espagne), ont des entreprises intégrées au niveau des régions. Cette pseudo-concurrence, en réalité une répartition géographique, les autorisait à s'indigner du monopole pratiqué en France, un des rares pays non fédéral dans l'Union européenne. Cette donnée ne doit pas être oubliée.

II Parlons maintenant de l'avenir du nucléaire français.

Même si on rétablissait le nucléaire de France, même si on arrivait à surmonter tous les handicaps dont j'ai brossé une petite partie, il restera quand même un sujet majeur : comment la France va-t-elle retrouver la compétitivité qu'elle a eue en matière de production et d'indépendance énergétique ?

Comme Louis Gallois je suis convaincu que 70 % de nucléaire et 20 % d'hydraulique sont souhaitables. Il est possible de « booster » l'hydraulique qui représente aujourd'hui à peu près 14,5 %, non pas en créant de nouveaux barrages, c'est trop compliqué, mais en renforçant un peu les barrages existants et en faisant quelques ajouts, notamment dans mon pays natal, les Alpes maritimes ; où les chutes d'eau sont nombreuses. Un peu d'hydro-intelligent permettrait de gagner 3 %, 4 % ou 5 % de production d'hydroélectricité en France. En tout cas il faudrait avoir cette ambition.

Si nous avons 70 % de nucléaire et 20 % d'hydraulique, pour le reste nous pourrions accepter un peu de renouvelables, outre le principal renouvelable qu'est évidemment l'hydraulique.

Je crois beaucoup à l'énergie marine même si on n'a pas encore réussi techniquement à la gérer. J'ai essayé, ce fut un échec. Mais j'y crois quand même. L'usine marémotrice de la Rance, dans laquelle nous avons investi 200 millions pour la moderniser, est un bel exemple. Aujourd'hui elle est compétitive mais il

a fallu longtemps pour qu'elle le devienne (ce sont des infrastructures qui s'amortissent sur un siècle). En tout cas je pense aux énergies marines, je pense aussi à la géothermie, etc.

Mais il ne faut surtout pas exiger du nucléaire la flexibilité qu'on lui impose aujourd'hui. Demander au nucléaire de s'effacer quand les énergies renouvelables – intermittentes et non-programmables – arrivent représente un surcoût gigantesque. Des équipes entières d'ingénieurs d'EDF se sont consacrées à la flexibilisation de la production nucléaire. Le nucléaire est une énergie de base, donc plus on est linéaire et plus l'efficacité et la compétitivité sont importantes. Plus on fait varier la production, plus c'est difficile et coûteux. Or aujourd'hui priorité d'accès est donnée au renouvelable et le nucléaire doit s'adapter. Encore une idée géniale !

De mon temps – c'est très loin ! – la direction générale de l'Énergie et du Climat (DGEC) – à qui je voue une reconnaissance éternelle et une admiration sans limite ! – professait une doctrine selon laquelle les besoins en électricité allaient baisser. Il fallait donc limiter la production d'électricité. 50 % leur paraissait déjà très ambitieux, ils eussent préféré 40 % mais ils avaient accepté de couronner la folie ambiante.

Je pense que si l'on devait se donner une priorité ce serait de définir un optimum de production nucléaire auquel on se tienne et d'obtenir une optimisation du système hydro, le reste étant géré comme un complément.

Sur le nucléaire, j'ai prôné, prêché, essayé de convertir mes interlocuteurs à l'idée que rien ne vaut l'extension de la durée de vie du parc existant si on veut que la France continue à bénéficier de cet investissement fabuleux qui a été fait. On sait que les centrales peuvent vivre soixante ans. Les cycles sont de trente ans parce que les composants internes, générateur de vapeur, moteur nucléaire, doivent faire l'objet d'un « échange standard » (par comparaison avec le moteur d'une voiture) au bout de trente ans. Les infrastructures, c'est-à-dire le béton, le radier et la cuve (au-delà du fait qu'on ne sait plus faire des cuves) peuvent vivre facilement soixante ans, deux fois trente ans étant l'optimum. Tous les experts arrivent aujourd'hui à cette conclusion qu'on peut arriver à soixante ans. Les Américains en sont à quatre-vingts ans. Je ne prétends pas qu'il faille passer à quatre-vingts ans, d'abord parce que c'est un chiffre baroque car les cycles sont de trente ans. D'autre part si on veut étendre la durée de vie du parc il faut réaliser des travaux de modernisation (baptisés « grand carénage ») qui demandent environ 55 milliards d'investissement. Si on les amortit sur les quelques années

qui restent de durée de vie légale (actuellement quarante ans) on fait exploser le coût de revient. C'est absurde. La réglementation doit donc permettre à l'opérateur EDF d'amortir sur vingt ou trente ans les travaux de modernisation, donc les 50 ou 60 milliards qu'il faut investir. Et là on aura à coup sûr, en matière de production, l'énergie la plus compétitive d'Europe.

Mais il faut prévoir l'avenir et le nouveau nucléaire. C'est un autre sujet.

Avons-nous l'argent ? Avons-nous les hommes ? Telles sont aujourd'hui les deux questions qui se posent.

L'argent on le trouve. Les hommes c'est beaucoup plus difficile. Nous ne les avons pas. Nous n'avons plus les équipes. Et nous avons perdu le savoir-faire, le tour de main. Non pas l'opérateur, non pas l'architecte ensemblier mais l'ensemble de la filière – tous les génie-civilistes, tous les industriels qui travaillent autour du noyau EDF à la réalisation des centrales – a aujourd'hui beaucoup perdu du fait que nous n'avons plus construit de centrales depuis vingt ans.

Le « grand carénage » ne suffira pas à nourrir la filière industrielle, disais-je à l'époque. C'est beaucoup d'argent mais c'est trop peu. Et si nous voulons donner vie à une filière nucléaire ambitieuse qui soit capable d'exporter son savoir-faire, nous devons faire ce qu'ont fait nos prédécesseurs. Sans doute avons-nous aussi besoin de nouveaux partenaires dans la construction du nouveau nucléaire dans les nouveaux pays d'accès au nucléaire ou de développement du nucléaire : la Turquie, l'Égypte, l'Inde, les pays d'Amérique latine, l'Arabie saoudite ont choisi l'option nucléaire, vont construire des centrales. Certains l'ont déjà fait, tels les Émirats arabes unis (j'entends encore parler de l'échec des Émirats¹⁰, sujet sur lequel je serais intarissable). Mais nous n'avons pas aujourd'hui la capacité de le faire, à moins de nous associer à ceux qui vont construire ces centrales, j'ai nommé les Chinois et les Russes.

À l'époque j'avais pensé que nous pourrions construire une coopération franco-chinoise dans le domaine du nucléaire. Nous étions d'autant mieux placés que la France avait été à l'origine de la construction du parc nucléaire chinois (Baie de Daya, Ling Ao, etc.) Tous les patrons de l'industrie nucléaire chinoise, formés dans nos centrales, parlent français. Je me souviens d'un accord-cadre qui avait été négocié avec la Chine pour la conception et le développement d'un 1000

¹⁰ Le sud-coréen Kepco avait été préféré aux Français pour la construction de la première centrale nucléaire du monde arabe à Abu Dhabi.

mégawatts franco-chinois. « Je me réjouis du renforcement de la coopération franco-chinoise dans le domaine du nucléaire civil et du projet de construction d'un nouveau réacteur de moyenne puissance destiné au marché chinois et international » déclarait le président chinois Hu Jintao en visite d'État en France en novembre 2010. J'étais à l'Élysée dans la réception officielle. Je pensais que c'était un beau jour pour la France.

En 2012, lors des changements de majorité politique, j'ai eu droit à des attaques hallucinantes sur « la trahison, les contrats secrets ... ». Lesdits contrats, annoncés à Paris par le président chinois lui-même, avaient été signés à Pékin avec Mme Lagarde, ministre des Finances et M. Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement et de l'Aménagement durables. On fait mieux en matière de secret ! À ma stupéfaction cette espèce de désinformation circule encore aujourd'hui. Cela relève même de la diffamation lorsqu'on va jusqu'à échafauder que j'aurais fait agresser une personne dont je ne connaissais même pas l'existence ... à cause de l'intonation mafieuse de mon patronyme ? Ils me prennent pour un « parrain » !

Tout cela a fait un contexte.

Aujourd'hui, nos « expats » à Taishan, lieu d'implantation des deux EPR chinois, n'ont plus accès au site. Les Chinois nous ont fermé les portes du nucléaire. Ils ont annoncé la création d'un nouveau réacteur, le « Hualong » (Dragon en mandarin) qui équipera le futur parc nucléaire chinois, ils en construisent neuf ou dix par an. La Chine, terminé pour nous !

Restait la Russie.

Les Russes, qui n'ont pas comme les Chinois un marché intérieur qui leur permette de développer leur système, ont besoin de l'international. Les Russes nous ont tendu la main. Pouvons-nous même évoquer le sujet aujourd'hui ?

Qu'allons-nous faire de notre filière nucléaire pendant les dix ou quinze ans qui viennent ?

Sujet angoissant.

Nous pouvons gagner vingt ans en étendant la durée de vie du parc. Nous ne voulons pas construire de nouveaux EPR avant d'en avoir besoin. D'abord

j'aimerais que l'EPR2 soit validé. Nous avons eu tous les malheurs de la terre avec l'EPR. L'EPR2 finira-t-il par tirer les conséquences de tout ce qui a été mal fait sur l'EPR ?

Mais comment concevoir la France isolée dans le monde aujourd'hui ? J'éprouve une certaine angoisse au seul exposé de ce sujet. Je ne sais pas comment nous allons y arriver. Certes on peut claironner : Nous allons construire 8, 12, 24 ... 36 centrales ! Ceux qui s'en prévalent ne seront plus en poste quand on coulera le premier béton. Ils peignent les murs en rose ! Le sujet n'est pas là. Le sujet c'est d'avoir des gens qui assument la durée, qui assument des plans dans cette industrie de cycle très long. Ce sont des investissements très lourds Mais on trouvera l'argent à condition de pouvoir convaincre les investisseurs de la pertinence de notre démarche.

J'ai signé avec les Britanniques le contrat d'*Hinkley Point*. Mon prédécesseur ayant pris le contrôle de *British Energy* dont nous avons acheté tous les sites (huit centrales nucléaires et une centrale au charbon), il était assez normal que le pouvoir public britannique se retourne vers nous pour construire une nouvelle centrale nucléaire (près de Bridgwater sur la côte du Somerset). J'ai négocié personnellement avec M. David Cameron ce contrat qui reposait sur trois pieds : un prix garanti sur 35 ans que j'avais négocié à 92,50 livres alors que le prix de marché était à 39, une garantie de l'État britannique sur la dette et la participation d'EDF à pas plus de 45 %. En effet, je considérais qu'il ne fallait pas consolider intégralement cet investissement. Il y avait trop de risques et la taille même de l'investissement dépassait les capacités d'EDF. Nous avons donc signé dans ces conditions-là le projet de contrat. J'ai même été attaqué à Bruxelles parce que la Commission européenne considérait que le prix obtenu ressortait de l'aide d'État. Nous avons obtenu satisfaction avant mon départ, nous avons gagné ce procès. Luc Oursel était alors président d'Areva. Je lui avais demandé de prendre 10 % car je ne pouvais pas prendre le contrôle tout seul, la consolidation risquant de nous étouffer. Le capital d'origine était estimé à 7 milliards de livres, je donnais à Areva une avance de 10 % sur les commandes, soit 700 millions de livres, sachant qu'Areva serait destinataire d'une grosse partie des commandes. Cela me permettait de limiter le risque. Nous nous étions quittés sur cet engagement. Il a été rappelé et, entre temps, mon successeur a pris le contrôle de Framatome. De ce fait cet arrangement est tombé en lambeaux, il a donc été décidé que, tant pis, EDF consoliderait. Tragique ! Nous avons perdu la garantie de l'État britannique sur la dette. Les deux piliers principaux n'existaient plus. Le trépied reposait sur

un seul pied. J'ai souvent négocié en Grande-Bretagne des contrats de gestion de délégués de service public dans les domaines que j'ai occupés avant (l'eau, les déchets, etc.). Je sais l'habitude des Britanniques de remettre en cause les contrats une fois qu'ils sont signés. Je sais que le prix sera rediscuté, qu'il ne sera jamais appliqué. J'avais donc cherché une astuce pour contrer toute velléité de renégocier le prix. La garantie était faite pour ça en rendant les Britanniques solidaires de l'équilibre économique. Tout cela a disparu. Aujourd'hui je dois vous dire que j'ai des craintes immenses sur les *economics* du contrat britannique.

J'étais allé tirer les sonnettes des Chinois et des Saoudiens. Avoir les Chinois avec nous eût été la garantie que nous continuerions à leur être associés dans le développement de leur nucléaire. Les Saoudiens parce qu'ils avaient lancé leur projet nucléaire. Le roi d'Arabie saoudite avait à l'époque désigné un groupe privé, le Groupe Bin Laden, pour être nos interlocuteurs. Je me souviens de la tête de Cameron quand je lui ai annoncé ma venue avec le Saoudien Bin Laden. Se préparant à des élections générales un an plus tard, il était peu enclin à introduire Bin Laden dans le nucléaire en Grande-Bretagne. Il a perdu les élections. Bin Laden a disparu. Entre temps le roi a changé, aujourd'hui c'est un autre groupe qui a hérité du projet. Quant aux Chinois, leur émission était au départ de 45 %, je souhaitais qu'elle ne dépasse pas 30 %. Ils sont passés à 25 %, puis à 20 % et je suis convaincu qu'ils sortiront complètement. Et nos relations avec eux ne sont plus telles qu'on puisse aujourd'hui imaginer qu'ils soient à nos côtés.

Voilà ce que je pense.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Nous vous remercions beaucoup de ce panorama très large, très fouillé, dans lequel vous n'avez épargné aucun moment difficile, douloureux, dans lequel notre orgueil national, s'il subsiste toujours, est plutôt mis à mal. Plus que des problèmes techniques vous avez évoqué des problèmes politiques : affaissement des volontés, domination de la vision bruxelloise – un peu beaucoup cornaquée par l'Allemagne – de l'évolution de l'électricité en France. J'ai le souvenir lointain d'un jour où je siégeais à l'Assemblée générale du Conseil d'État. Nous avons dû renvoyer un texte EDF que nous ne pouvions examiner parce que la Commission européenne n'avait pas été consultée. C'était dans les années 2003 ou 2004,

peut-être 2005, à un moment où nous étions tous pris dans une sorte d'engrenage, bretellés, ficelés. Un autre souvenir : j'ai siégé à la commission parlementaire franco-chinoise de 2012 à 2016 et j'entends encore les Chinois nous dire : donnez-nous des sous-traitants de la filière nucléaire, voilà ce que nous pourrions faire ensemble. En face il n'y avait absolument aucune proposition côté français, il faut bien le dire.

Monsieur le délégué interministériel, peut-être voulez-vous distiller une parole optimiste ou constructive en ce qui concerne l'avenir de ce que maintenant la loi a fixé, la création des 6 + 8 + x nouveaux réacteurs.

JOËL BARRE

Merci Madame la présidente.

Merci à Henri Proglgio pour cet exposé très illustratif des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons.

D'abord, si vous le permettez, deux mots de présentation. La Délégation interministérielle au nouveau nucléaire, que j'ai l'honneur de diriger depuis novembre dernier, est un organisme nouveau, créé il y a quatre mois pour justement superviser la réalisation du programme nouveau nucléaire annoncé par le Président de la République à Belfort en février 2002, en particulier la réalisation des 6 EPR en 3 paires de 2 au même standard pour faciliter la réalisation industrielle de ces projets et ne pas reproduire le produit unique de Flamanville dont on connaît malheureusement les aléas. La solution est d'en construire 6, par paires, sur des sites existants pour éviter les aléas supplémentaires qu'introduirait un processus de « *permitting* » c'est-à-dire d'autorisations par des administrations diverses et variées. Il s'agit ensuite d'étudier la réalisation de 8 EPR2 supplémentaires, ce qui figure dans la feuille de route donnée par le Président de la République en février 2022, voire au-delà. En effet, avec l'option + 8, soit $8 + 6 = 14$, avec la cadence maximale d'un par an que l'on pourrait atteindre sur le plan industriel, on arrive à 2050 ! Un calcul qu'il faut quand même remettre sur le tapis pour réfléchir à ce que sera le besoin en électricité à l'horizon 2050, sachant que l'objectif est de faire du zéro carbone, ce qui nécessite une part de nucléaire. Quelle part ? 70 % comme le disait Louis Gallois ? Pourquoi pas ? Je ne

suis pas contre. En tout cas l'objectif de 50 %, c'est fini, il a déjà sauté, fort heureusement.

Voilà notre mission.

L'EPR 2, c'est l'EPR de Flamanville en termes de performances : performance de puissance installée (1600 mégawatts), performance de niveau de sûreté, correspondant à celui qui avait été spécifié pour Flamanville en tenant compte de l'accident de Fukushima. Il répond aussi à d'autres exigences. En matière de durée de vie, dès le départ on spécifie l'EPR 2 à 60 ans, ce qui est l'objectif du rallongement du parc actuel qui, d'après ce dit EDF, a de bonnes chances d'être atteint. Leur réalisation devrait intervenir dans la période 2035-2045. En effet, même si la durée de vie du parc actuel est portée à 60 ans, les premiers réacteurs à eau pressurisée (REP) qui datent de 1980 devraient s'arrêter en 2040. C'est donc bien cet horizon qu'il faut viser.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

2023 est une année importante pour ce programme parce que nous allons passer, comme dit EDF dans le jargon du nucléaire, du *basic design* au *detailed design* (définition détaillée). Nous allons donc décider de soumettre le programme EPR 2 à une revue de programme, confiée à un groupe d'experts indépendants, qui va se dérouler de mars à octobre 2023 et dont l'objectif sera de s'assurer qu'effectivement l'EPR 2 n'est que l'EPR de Flamanville après tous les retours d'expérience qu'il faut tirer de Flamanville mais aussi de Taishan, de Olkiluoto (EPR finlandais) et d'Hinkley Point.

Non, je ne peux pas vous donner une lueur d'espoir ou une illusion optimiste parce que malheureusement je partage ce qu'Henri Proglio nous a dit. Je le partage d'autant plus que venant de l'armement et du spatial je découvre l'électronucléaire.

Le premier défi que nous avons devant nous pour réussir ce projet EPR 2 est politique : je crains que nous ne soyons pas à l'abri de nouveaux dissensus, de nouveaux revirements de positions politiques. Et je ne sais pas comment y faire face. Qui peut miser sur la stabilité du décideur politique dans un tel domaine ?

Le deuxième défi c'est l'Europe. Vous avez tout à fait raison de dénoncer la situation européenne qui me désole. Qui dirige l'Europe ? Est-ce la Commission ? Est-ce le Conseil européen ? La Commission a pour mission de veiller à la concurrence, à l'environnement, mais la politique énergétique n'est pas dans son mandat ! Entre la Commission et les États, la construction européenne est réellement baroque. On voit chaque jour Mme Von der Leyen se mêler de tout et de rien, y compris de choses qui ne concernent pas la Commission.

Comme vous l'avez dit dans votre discours introductif, Madame la présidente, nous sommes en train d'essayer de fédérer autour de nous un certain nombre de partenaires européens pour faire contrepoids à l'Allemagne.

L'Allemagne cherche à casser l'outil nucléaire qui est un avantage pour la compétitivité de notre industrie. Après avoir travaillé pendant quarante ans à essayer de faire de la coopération avec les Allemands dans le domaine du spatial et de l'armement je ne suis pas très fier de ce que nous avons pu faire ensemble. Il y a un tel écart entre les capacités industrielles de l'un et de l'autre qu'on ne parvient pas, quand on veut lancer des programmes ensemble, à trouver les *modus operandi* que les deux partenaires puissent agréer.

Nous essayons donc de fédérer quelques pays autour de nous parce que, comme chacun sait, le pire de ce qui peut nous arriver en Europe, quel que soit le domaine, c'est de rester isolés. Il faut avoir des partenaires, des coopérations. L'Italie est un peu entre deux chaises, tantôt avec l'Allemagne, tantôt avec la France. Peut-être l'Italie de Meloni va-t-elle basculer dans les semaines ou les mois qui viennent. Ce n'est pas certain.

Le troisième défi, comme Henri Proglio l'a également très bien dit, consiste à relancer cette filière tombée si ce n'est en déliquescence, au moins dans un état de sous-charge, donc de sous-capacité majeures. Nous y travaillons. Selon EDF il va falloir embaucher 100 000 salariés dans les dix ans qui viennent, soit 10 000 par an. Ces chiffres me rappellent un article récent annonçant que, dans le domaine de la défense, nos trois grands industriels que sont Airbus, Safran et Thales allaient embaucher 13500 personnes en 2023. Il va donc falloir remonter cette filière nucléaire dans un contexte industriel qui certes n'est pas parfait mais qui, quand même, a d'autres entrées que le nucléaire. Que va choisir un jeune qui sort d'une école d'ingénieurs en France, l'aéronautique, le nucléaire, voire la défense ? C'est le troisième défi.

Dans ce programme du nouveau nucléaire on peut aussi parler du *Small Modular Reactors* (SMRs), du petit réacteur nucléaire Nuward¹¹ que fait avancer EDF aujourd'hui. Le projet Nuward peut être un facteur de coopération européenne. En effet, dans l'état actuel du programme EPR 2, je nous vois mal essayer de coopérer sur un engin aussi compliqué. Si nous réussissons à bien le faire nous-mêmes ce sera déjà un exploit. Il serait suicidaire de chercher à coopérer avec quiconque sur l'EPR 2. En revanche, sur le SMR Nuward d'EDF qui est en train de démarrer, nous pouvons essayer de construire une coopération, y compris industrielle, avec tel ou tel pays européen, les Finlandais, les Suédois, pourquoi pas les Italiens, s'ils se réveillent un jour, pourquoi pas les Belges ? Un contrat préliminaire a d'ailleurs été signé entre EDF et Ansaldo¹². Ce serait une façon d'essayer de fédérer autour de nous quelques partenaires européens qui nous permettraient de sortir de notre isolement à Bruxelles, en particulier face à l'Allemagne et ses alliés que sont l'Autriche, le Luxembourg, etc.

Voilà, Madame la Présidente, quelques mots d'introduction.

YVES BRÉCHET

Je ne vais pas être tendre mais je vais être optimiste.

Je suis évidemment d'accord avec tout ce que viennent de dire Henri Proglio et Joël Barre.

J'ai passé ma vie à former des ingénieurs. C'est ma passion et mon métier.

¹¹ Nuward est un petit réacteur modulaire (SMR) qui vise à produire une énergie bas-carbone et à remplacer les centrales thermiques. Il est en phase d'avant-projet détaillé et pourrait être mis sur le marché à l'horizon 2035-2040.

¹² Ansaldo Energia, Ansaldo Nucleare, EDF et Edison annoncent avoir signé une lettre d'intention ayant pour objectif de collaborer au développement du nouveau nucléaire en Europe et d'en favoriser sa diffusion, notamment en Italie sur le long terme. L'objectif de cette coopération est de mettre immédiatement à profit les compétences de la filière nucléaire italienne, dont Ansaldo Nucleare est le chef de file, pour soutenir le développement des projets nouveau nucléaire du Groupe EDF et, en même temps, d'initier une réflexion sur le rôle possible du nouveau nucléaire dans la transition énergétique en Italie.

Il faut cesser de penser le nucléaire comme une énergie de transition. Il est absolument indispensable de penser le nucléaire dans la durée au lieu de nous contenter de poser la question de la prolongation de la vie du parc comme des soins palliatifs où on emmènerait un vieillard jusqu'à la fin.

Nous sommes face à une crise climatique importante. On ne résout pas les problèmes avec des technologies qui ne sont pas disponibles. La technologie des réacteurs à eau pressurisée (REP) est disponible, il y a un retour d'expérience et je pense que c'est le bon choix pour construire le renouvellement du parc. Mais on ne peut pas penser le nucléaire de manière durable si on ne pense pas sérieusement la fermeture du cycle du combustible.

Il faut impérativement fermer le cycle du combustible, c'est-à-dire maîtriser les déchets à longue activité et le plus important d'entre eux, le plutonium, et optimiser l'usage de la ressource en allant au-delà de l'utilisation de l'Uranium 235 pour utiliser tous les isotopes de l'uranium. La France avait dans ce domaine un avantage concurrentiel considérable, les réacteurs à neutrons rapides (RNR), que l'on a tué par deux fois. Et je crains qu'on ne le tue une troisième fois en en faisant un « joujou », c'est-à-dire en faisant une petite étude sur un petit bidule au lieu d'appliquer ce que l'on sait pour construire.

Ces trois volets sont essentiels pour avoir une politique nucléaire cohérente, construite dans la durée. Ce n'est pas un hasard si je parle de construire dans la durée. Je songe au psychodrame délirant auquel nous avons assisté autour de la sûreté, avec la fusion annoncée de l'ASN et de l'IRSN. L'IRSN se prétendant plus indépendant que l'ASN¹³ alors qu'un tiers de son budget est financé par EDF ! Cet épisode, décision tombée comme la foudre de Jupiter, est typique de ce qui se passe quand on ne pense pas la structure dans la durée. Difficile de faire plus stupide que la manière dont on a sabordé une bonne idée. La construction d'une autorité de sûreté indépendante qui en réfère à un Parlement, apte à analyser les rapports qu'on lui donne et capable de construire dans la durée, de donner confiance, est absolument indispensable.

¹³ L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) et l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) sont deux organismes français spécialisés dans les domaines de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. L'ASN est une autorité administrative indépendante qui assure des missions au nom de l'État tandis que l'IRSN est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) sous la tutelle de plusieurs ministères.

À vingt ou vingt-cinq ans nos techniciens et nos ingénieurs choisissent une industrie qui a une vision à long terme. Nous devons être capables de leur donner ça. Je pense que c'est possible. Cela veut dire que nous devons réapprendre à construire mais aussi à piloter des chantiers. La meilleure manière de tuer une industrie est de ne rien construire pendant vingt ans, d'avoir une ingénierie en roue libre qui s'amuse dans son coin à faire des plans et qui finit par construire des niches pour chiens où le chien prendra la forme de la niche.

Réapprendre à construire, réapprendre à piloter un chantier, c'est un des problèmes du nucléaire. Ayant travaillé au Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) j'ai observé qu'il n'est pas dans la culture du nucléaire de se tourner vers d'autres grandes industries, comme l'industrie pétrolière ou celle l'industrie du génie civil qui, elles, n'ont pas perdu la main pour construire de grands chantiers. C'est aussi cela que nous devons reconstruire parce que, au-delà de la construction de la filière nucléaire, il en va de la reconstruction de l'existence industrielle de ce pays. Si nous ne réussissons pas la reconstruction du nucléaire nous devons nous résoudre à être des fabricants de sacs à main pour touristes asiatiques.

Reconstruire la filière électronucléaire. Cela doit être pensé en termes de souveraineté de ressources. Cet après-midi je donnais une conférence à l'Union française de l'électricité (UFE) sur les – nombreux – problèmes d'électrification chez Saint-Gobain. Il est extraordinaire d'entendre des gens de l'UFE – ceux-là mêmes qui ont sabordé le nucléaire pendant les vingt dernières années – affirmer qu'on ne peut plus construire, qu'on n'a plus le temps, que c'est trop tard ! Nous avons construit 58 réacteurs en vingt ans, il y avait parfois 5 chantiers simultanés. Si on me dit que ce pays n'est plus capable de construire un réacteur par an, je pars tout de suite à la retraite ! Et pour ce qui est de la ressource en combustible, la filière à neutrons rapides nous assurerait, avec l'uranium appauvri disponible sur le territoire national, un millier d'années de réserves combustibles. Plus de mines, plus d'importation.

Comme il y a une souveraineté en termes de faire (construire les chantiers), il y a une souveraineté en termes de ressources (le combustible) et il y a une souveraineté en termes de savoirs. Par les attermolements du politique, ses reculades, sa procrastination, on a réussi à déconsidérer une filière industrielle vis-à-vis de ses collaborations internationales, mais on ne l'a pas encore

déconsidérée vis-à-vis du savoir. Nous devons nous convaincre que participer à des projets ne consiste pas à être siphonné de ses connaissances. Cela passe par une toute première chose : il est urgent que cette filière cesse d'avoir honte. Quand j'étais haut-commissaire je participais au Comité stratégique de la filière nucléaire (CSFN). Je n'ai jamais réussi à obtenir de la filière électronucléaire le nombre d'emplois qu'elle représentait ... et que nous pouvions perdre ! Personne ne voulait le dire parce qu'il ne fallait pas fâcher.

Je pense qu'à un moment il faut dire que nous devons reconstruire le nucléaire, outil essentiel de ce pays. Quand j'en parle à des étudiants je vois les yeux qui brillent, ils ont envie de le faire. Je ne suis pas pessimiste : on peut le faire mais il faut simplement ne pas faire semblant.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Ce que vous dites me fait penser à une remarque de Maud Bregeon, jeune rapporteur de la loi sur le nucléaire, sur les nouveaux réacteurs, entrée à EDF à 23 ans. « Tu choisis la filière nucléaire, c'est courageux de ta part ! », s'était-elle entendu dire. À l'époque (2014) ce n'était pas tellement bien vu.

Aujourd'hui, comme je le disais en introduction, j'observe dans l'opinion un revirement qui, pour un certain nombre de raisons est quand même assez solide. Quand on constate que désormais une majorité de l'électorat vert pense que le nucléaire est une énergie propre on peut parler d'un revirement culturel, celui que vous appelez de vos vœux.

YVES BRÉCHET

Un revirement d'opinion n'est solide que s'il est bâti sur la raison. Or nous sommes dans une situation où ce n'est pas la raison qui a conduit à cette volte-face. Il faut donc réapprendre à expliquer à nos concitoyens que c'est la raison qui conduit à faire ce choix.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je crois que la « raison » du consommateur français est très liée au prix de l'énergie et que les Français ont bien compris aussi ce dont il s'agissait. La notion d'énergie propre est également liée à la raison et au raisonnement. On peut penser que les Français ont maintenant intégré un minimum de choses.

Peut-être suis-je trop optimiste.

LOUIS GALLOIS

Trois remarques par rapport à ce qu'a dit Henri Proglio, que je partage évidemment complètement.

Ce n'est pas de 14 réacteurs dont nous avons besoin si nous voulons arriver à la neutralité carbone en 2050 mais de 20. Le Céréme (Cercle d'Étude Réalités Écologiques et Mix Énergétique) a fait un calcul à 24 mais, en bon radical-socialiste, je réduis légèrement et je descends à 20.

Sur les compétences. Nous devons faire venir des soudeurs américains pour finir Flamanville. Je crois que nous avons pourtant les ressorts pour attirer les jeunes ingénieurs. Je continue à penser que l'intérêt national peut faire vibrer quelques personnes. D'autres seront sensibles au fait que le nucléaire est l'énergie qui permettra de décarboner.

Je rappelle que dans le mix énergétique français, l'électricité représente aujourd'hui 25 % et qu'en 2050 ce sera 55 %. Nous sommes donc partis pour un quasi doublement de la consommation d'électricité. Si on veut se passer des énergies fossiles en 2050 (il faudra toujours un peu de gaz), le nucléaire aura un rôle essentiel. Je crois que l'on peut expliquer aux jeunes que travailler pour le nucléaire a un sens, y compris pour des questions de décarbonation.

La direction de programme est un autre sujet. J'ai l'impression qu'EDF a perdu la compétence de la direction de programme. J'ai vu chez Airbus ce qu'était la perte de compétence de la direction de programme sur l'A380. C'était la bataille entre les Français et les Allemands : systèmes informatiques différents, incommunicabilité ... le directeur des programmes était ballotté de l'un à l'autre. On a donc choisi le meilleur directeur de programme de l'ensemble du

groupe – qui n’avait jamais fabriqué un avion de sa vie – pour diriger le programme A350. Il a sorti l’A350 sans surcoût, sans délai, en mobilisant les équipes. Je pense qu’il y a des gens capables de faire de la direction de programme mais il faut qu’EDF les achète, aille les chercher ... pourquoi pas chez Airbus ! Un programme d’avion ce n’est pas absolument ridicule par rapport à un réacteur. C’est 15 milliards d’euros, les ordres de grandeur sont comparables.

Une troisième remarque pour apporter à Henri Proglío un sujet de consolation. Il se trouve que la Commission de Bruxelles a manifesté à l’égard de la SNCF la même hargne qu’à l’égard d’EDF et a obligé la France à couper la SNCF en deux : l’infrastructure l’exploitation d’un côté, les voyageurs et le fret de l’autre. Évidemment ça ne fonctionnait pas. En effet l’exploitation est un service absolument décisif d’autant plus que le chemin de fer est un système où tous les trains circulent sur les mêmes rails. Les Allemands n’avaient jamais accepté ce découpage. Les Anglais avaient séparé les services mais, malins, ils travaillaient dans la même pièce. J’étais allé visiter les centres d’exploitation, les personnels des deux équipes y travaillaient en même temps. Alors qu’en France c’était implacable ! Eh bien Guillaume Pépy a obtenu que l’on reconstitue l’ensemble. Avec un *holding* et évidemment beaucoup de relations entre les sociétés.

Je pense donc que pour EDF ce n’est pas impossible, au moins pour RTE. Pour Enedis ce sera plus difficile. Mais pour RTE rien n’est perdu.

HENRI PROGLIO

Un système électrique est en effet un ensemble. Il est indispensable que l’hydro et le nucléaire travaillent étroitement ensemble : au moment des arrêts de tranches on a besoin de l’hydraulique. Il faut interfacer les choses. Si on sépare l’hydraulique du nucléaire on va vers un massacre en termes économiques. Encore une fois les textes, la réglementation et la loi sont encore en vigueur.

En confiance je déplore la nationalisation d’EDF. Non seulement l’État est le pire des actionnaires mais quand on lui donne tous les pouvoirs il est capable de tout. L’ouverture du capital avait comme conséquence que le patron d’EDF pouvait encore se battre. Je me souviens d’avoir dit en commission parlementaire et au gouvernement que je ne fermais pas Fessenheim. Les deux seules personnes physiques capables de fermer Fessenheim c’est le patron de l’ASN et le

patron d'EDF. « L'ASN m'a donné son tampon, j'ai l'extension, je ne fermerai pas Fessenheim ! ». Ça ne m'avait pas valu que des félicitations. J'ai tenu bon. J'avais dit, là aussi en commission d'enquête parlementaire : « Fessenheim c'est 400 millions d'EBITDA (revenus d'une entreprise avant intérêts, impôts, taxes, provisions et dotations aux amortissements), j'ai dix ans garantis, dix ans quasi certains, ce qui fait 20 fois 400 millions, soit 8 milliards. Où vous me donnez 8 milliards ou bien c'est non ». Mon successeur a signé à 400 millions. Mais si demain la renationalisation se fait, ce sera une catastrophe. Car il faut que quelqu'un défende l'outil, résiste aux pressions, résiste même à l'Europe – « Ma mission est de protéger la France, je protège la France. Je ne peux pas laisser faire n'importe quoi » – comme j'ai pu le faire pour les barrages et pour la fermeture de Fessenheim. Seul un patron décidé à défendre son outil peut sauver une entreprise.

Évidemment il faut revenir en arrière sur la séparation des services, au minimum de RTE, si possible de l'ensemble des réseaux. L'équilibre et l'optimisation du système en dépendent. Avoir séparé RTE est totalement fou. Quant au réseau de distribution, il permet d'avoir le contact avec le client, ce n'est pas complètement absurde. Le fait que les réseaux appartiennent aux collectivités locales, EDF en étant le gestionnaire, est un avantage. En s'appuyant sur les collectivités locales on peut peut-être tenir quelque chose. Mais c'est un problème institutionnel. Dans une entreprise nationale, un tiers du conseil d'administration représente l'actionnaire État, un tiers est indépendant et un tiers représente des salariés. Je l'ai expérimenté, ceux qui ont le mieux défendu l'entreprise étaient les salariés.

Si on veut sauver EDF – et sauver le nucléaire en sauvant EDF – il serait dramatique dans l'état actuel du système que celui-ci redevienne un établissement public technocratique.

Pour autant je reconnais totalement la pertinence des remarques qui ont été faites. Je crois à la possibilité d'embaucher : nous aurons inévitablement un problème de rémunération mais redonner de la confiance et de la fierté, donc une perspective, est très important.

Henri Proglio a réussi à nous faire partager ses angoisses, ses déceptions, sa colère.

Mais il me semble qu'il y a un aspect des choses qui n'a été qu'incidemment abordé, c'est l'aspect idéologique. Le nucléaire est le cœur de l'idéologie qu'on pourrait qualifier en allant vite d'écologiste, encore que ce soit prêter beaucoup aux écologistes. Mais il me semble que depuis soixante ans une idéologie est en marche, technophobe, hostile à la croissance, favorable à la décroissance, hostile à la science et qui a pris le nucléaire comme cible particulière. Je l'ai vécu au Gouvernement dès 1981 quand la CFDT, Edmond Maire, les écologistes – qui n'existaient pas beaucoup – et à l'intérieur du Parti socialiste un courant que représentait Paul Quilès, ont demandé l'arrêt de la construction des centrales électronucléaires. 6 centrales étaient programmées, comme chaque année. Finalement, à la suite d'une bataille interne, François Mitterrand a arbitré pour 4. La dernière a été inaugurée à Civaux en 1999. C'est le premier combat, et à mon avis aussi le dernier parce qu'ensuite on n'a plus construit de centrale nucléaire.

On peut se lamenter sur le fait qu'on ne se place pas dans la perspective du temps long. On peut regretter que les impératifs de souveraineté soient méconnus. Mais le cœur du cœur de tout cela c'est une orientation idéologique qui a fini par peser sur toute la vie politique française, à gauche mais aussi à droite. La puissance de ce courant authentiquement réactionnaire a réussi à rediaboliser encore une fois l'arbre de la connaissance symbolisé par le nucléaire, ce pelé, ce galeux d'où vient tout le mal.

Si on n'a pas à l'esprit que c'est un enjeu idéologique profond, on ne voit pas que l'on n'est pas à l'abri d'un revirement politique, ce qu'a dit très bien Joël Barre. En effet, cette idéologie mortifère sous-jacente empêche de raisonner en termes de progrès et dans le temps long.

Je pense donc que cette bataille idéologique n'est pas menée avec la continuité nécessaire, et tant qu'elle ne le sera pas nous serons toujours à la merci d'un renversement de perspective.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Cher Président fondateur, je suis un peu moins pessimiste que vous. Je pense que l'une des clefs se situe certainement dans l'enseignement. Mais il me semble quand même que l'opinion a viré et je crois que ce sont les politiques qui n'ont pas le courage de suivre aussi largement qu'ils devraient ce virage de l'opinion. L'opinion pourrait-elle à nouveau se retourner sous la pression de cette philosophie mortifère écologiste que vous avez décrite ? Peut-être. Il me semble quand même que la position des politiques est plus friable, plus malléable que celle d'une opinion qui a vraiment changé d'avis.

JEAN DE GLINIASTY

Nous avons beaucoup travaillé en Russie. À l'époque où j'y représentais le France (2009-2013) tous les horizons étaient ouverts. Les Russes nous avaient même proposé de coopérer sur les petites centrales flottantes. Nous avons perdu dix ans car maintenant ils ont dix ans d'avance.

Ces beaux temps sont finis.

Vous n'avez pas parlé de la tarification. Que pensez-vous de la solution que la Commission a mise sur la table après que nous avons demandé à sortir du système diabolique qui saignait à blanc EDF, c'est-à-dire l'alignement du prix sur le prix marginal du gaz en Allemagne ? Elle a proposé de contourner cette difficulté par des contrats à long terme, si j'ai bien compris. Je ne sais pas si cela règle la question mais il serait intéressant de vous entendre sur la question de la tarification.

Ma deuxième question porte sur les ruptures technologiques. Notre projet de construction de centrales est un programme de cycle long qui va s'étaler sur 50 ans. Entre temps surgiront peut-être de nouvelles technologies. Des progrès incroyables sont en cours sur la fusion aux États-Unis. Il semble d'ailleurs qu'ils aillent plus vite qu'ITER. C'est quand même inquiétant. En nous engageant sur des programmes et des montants aussi importants, ne risquons-nous pas d'être mis en difficulté si brusquement apparaissent des technologies nouvelles, notamment dans le secteur nucléaire ?

Dernière remarque, nous ne savons plus faire des cuves, en effet. Nous avons transmis ce savoir-faire à la Tchécoslovaquie : une usine du Creusot avait été transformée telle quelle et envoyée en Tchécoslovaquie. Rosatom l'a vendue aux Tchèques. Les Tchèques vont peut-être s'en débarrasser. Peut-être serait-ce l'intérêt d'EDF d'acquérir l'usine, ce qui ne poserait pas de problème puisque la Tchéquie fait partie de l'Union européenne.

HENRI PROGLIO

Framatome en a déjà récupéré une grande partie.

Sur la tarification, bien entendu les Allemands ont voulu que le tarif de l'électricité soit indexé sur le gaz. Ils voulaient « switcher » du charbon vers le gaz et il était absolument logique pour eux que le tarif marginal de l'électricité soit déterminé par le prix du gaz. C'était en revanche totalement surréaliste pour nous qui n'utilisions pas de gaz.

Cela ne nous a ruinés qu'en raison de la destruction d'EDF. Si EDF était restée un outil en bon état et si nous étions encore en mesure d'être exportateurs d'énergie cela nous aurait beaucoup enrichis. Au lieu de nous lamenter d'avoir été ruinés par l'indexation du prix de l'électricité sur le gaz nous devrions battre notre coulpe pour avoir stupidement détruit EDF. Car, de fait, la France avait construit son indépendance en matière d'énergie et le prix européen n'était pour nous qu'un référentiel d'exportation. Nous nous trouvons malheureusement dans une situation ubuesque, imprévue, imprévisible faute d'avoir eu des gens conscients de l'intérêt national aux responsabilités. J'allais presque dire que ce sujet est agaçant parce que nous aurions dû être riches.

Par ailleurs, les Allemands restent les Allemands. Mme Von der Leyen continue à ne pas vouloir considérer le nucléaire comme une production servant à lutter contre les gaz à effet de serre. Pour elle le nucléaire est encore impie, malgré les cocoricos de nos politiques qui se flattent d'avoir remporté une victoire.

Mais ce n'est pas encore gagné, le combat est loin d'être fini.

Je ne suis pas pessimiste. Je me souviens du temps où j'ai négocié la prise de participation chez Jean-Claude Decaux pour le compte de l'ancienne Générale des eaux. « Les pessimistes sont des spectateurs », affichait un placard publicitaire au-dessus de ma place de parking. Je ne veux pas être un spectateur, je veux être un acteur donc je ne veux pas être pessimiste m'étais-je dit. Il ne sert à rien de

gémir et de couiner. Entre nous nous pouvons raconter comment nous avons tiré des balles contre notre camp mais il ne faut pas en tirer comme conséquence qu'il faut abandonner la partie et se laisser aller.

Je crois dans le bon sens populaire. L'opinion publique est beaucoup plus pronucléaire que les politiques, et plus durablement, cela malgré une propagande antinucléaire formidable orchestrée par les médias et par la classe politique. D'ailleurs, plus on va vers les sites nucléaires, plus l'opinion publique est pronucléaire. J'ai davantage confiance dans le peuple que dans ceux qui le dirigent. Le peuple suivra parce que le peuple a compris. Je ne suis pas sûr que les aléas politiques ne soient pas plus inquiétants.

Lors de l'aterrante histoire d'Areva, guerre fratricide, telle la bataille des champs Catalauniques, on a fait exactement l'inverse de ce qu'il fallait. « On va dans le mur, on y va en klaxonnant », alertais-je à l'époque. Nous avons pris le mur. Personne n'en a payé les conséquences sauf le peuple.

Nous avons raté les évolutions technologiques. Certains ont pris de l'avance. Il aurait été bon de pouvoir coopérer avec eux, vous l'avez rappelé. Ils nous l'ont offert ... C'est ainsi.

Il y aura des ruptures mais je ne pense pas qu'elles seront très rapides. Nous aurons le temps de nous adapter à condition d'investir dans la R&D beaucoup plus que nous ne le faisons aujourd'hui. Nous avons beaucoup trop freiné les dépenses sur les recherches, en particulier dans les technologies nucléaires. Je crains que là aussi il ne faille faire un effort considérable si la France veut s'armer effectivement comme on le fait dans n'importe quelle industrie. Encore une fois, toutes les décisions qui ont été prises – j'en ai cité un certain nombre tout à l'heure – ont consisté à arrêter les recherches et les expérimentations, c'est un peu dommage.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Si l'Allemagne est contre le nucléaire ce n'est pas seulement par idéologie écologiste mais aussi pour des raisons industrielles. C'est parce que Siemens est sorti du nucléaire. À un moment donné Siemens avait voulu mettre la main sur

Areva. Il faut se rappeler que Siemens est à l'origine des EPR, notamment de la complexité des circuits de refroidissement. Siemens avait 34 % de Framatome. Ensuite ses dirigeants ont voulu monter directement au capital d'Areva, ça n'a pas été possible et Siemens est sorti du nucléaire. Dès lors que Siemens sortait du nucléaire, les Allemands n'avaient plus d'intérêts industriels dans le nucléaire. Et Fukushima est arrivé là-dessus pour clore le système.

Vous avez dit qu'il fallait effectivement fermer le cycle du nucléaire. Pourquoi a-t-on arrêté Astrid (*Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration*) ? Et peut-on reprendre Astrid ?

Il est vrai que nous aurions besoin de coopérations. En effet j'avoue que j'ai quand même quelques inquiétudes sur les EPR, sur Flamanville, sur Hinkley Point, donc forcément sur les EPR 2. Des coopérations étaient possibles avec les Chinois et avec les Russes ... autant dire avec l'empire du mal ! C'est donc malheureusement terminé. Le nucléaire n'est pas encore sous sanctions mais cela ne saurait tarder, Zelinsky fait pression pour en ce sens ... Le mouvement est lancé. Nous n'avons donc plus d'alliés possibles. C'est le groupe américain *Westinghouse* qui a été choisi pour construire la première centrale nucléaire polonaise. Là aussi, c'est un signe.

Y a-t-il quelque chose à faire avec *Westinghouse* ?

Ma dernière question portera sur le marché européen de l'électricité. Le système de l'ARENH¹⁴ est une folie. On veut le remettre en action avec un nouveau tarif. Devons-nous pratiquer la politique de la chaise vide ? Devons-nous sortir du marché européen de l'électricité ?

¹⁴ L'ARENH (Accès Régulé à l'Énergie Nucléaire Historique) a été créé en 2010, dans le cadre de la loi NOME, pour encadrer l'accès à l'énergie nucléaire en France. Ce dispositif législatif a été mis en place pour garantir que, dans un marché de l'électricité ouvert à la concurrence, tous les fournisseurs puissent avoir accès à EDF, premier producteur d'électricité nucléaire.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je remercie Jean-Michel Quatrepoint d'avoir posé la question d'Astrid. Pour ma part, je ne comprends pas non plus l'abandon de ce projet de réacteur nucléaire de quatrième génération capable de consommer les produits issus du « recyclage » des combustibles usés.

LOUIS GALLOIS

C'est l'administrateur général du CEA qui l'a demandé.

YVES BRÉCHET

Astrid a été arrêté par des chefs comptables, c'est-à-dire des gens pour qui la stratégie consiste à remplir un tableur Excel, servis par un valet qui leur a « ciré les pompes ». Voilà l'histoire de la fin d'Astrid. C'est l'histoire de la destruction de 70 ans d'investissements du contribuable français dans une technologie où nous étions très performants. Bill Gates lui-même a compris que le nucléaire allait se développer et que les maîtres du nucléaire seraient les maîtres du cycle !

Le sujet des technologies est important car il nous ramène à des échelles de temps.

Vous avez parlé d'ITER, de la fusion, etc. J'ai coutume de dire qu'on résoudra les problèmes d'énergie par la fusion quand on résoudra les problèmes de surpopulation par les voyages intergalactiques. Ça sera sûrement vrai à un moment. Fondamentalement je suis méfiant quand un résultat apparaît dans le *Financial Times* avant de paraître dans une revue scientifique.

Chose qu'on n'a jamais dite, le résultat obtenu aux États-Unis consistait à produire plus d'énergie qu'on n'en mettait dedans. Mais pendant combien de temps ? Réaliser un tour de force et produire de l'énergie ce n'est pas tout à fait pareil.

On ne l'a pas dit non plus, mais on fait la même chose à Bordeaux dans le Laser Mégajoule (LMJ) mais pas pour la même fonction. Si on ne l'a pas dit c'est parce

qu'à Bordeaux on le fait essentiellement pour tester des éléments de code pour l'arme thermonucléaire.

Il ne faut pas se laisser impressionner par ces annonces.

J'en reviens au sujet de l'échelle de temps.

Quand vous êtes face à un problème votre échelle de temps est ce que vous devez faire tout de suite avec les technologies disponibles : ce sont les réacteurs à eau pressurisée, l'EPR, les SMR qui sont basés sur des réacteurs à eau pressurisée. On sait faire, moyennant des investissements et à condition de réapprendre à construire.

Ensuite il y a les choses qui sont préparables, dont la réalisation répond à un vrai besoin : ce sont les réacteurs à neutrons rapides. On ne fera pas de nucléaire durable si on ne ferme pas le cycle du combustible. Nous sommes en mesure de construire la technologie des réacteurs à neutrons rapides pour les réacteurs et de la préparer pour le cycle du combustible en développant les usines de fabrication appropriées.

Enfin il y a les choses en rupture dont la caractéristique est qu'on ne les prévoit pas. Cela nécessite de la recherche parce qu'on n'a pas le droit de rater la possibilité d'avoir une fusion contrôlée. Nous ne sommes pas capables de dire honnêtement à quelle échéance ce sera possible.

De même que je ne saute pas d'un avion en parfait état de fonctionnement en me disant que je vais tricoter le parachute avant de m'écraser au sol, je pense qu'il ne faut surtout pas mélanger les échelles de temps et la nature des réflexions à avoir. Malheureusement l'air du temps c'est de les mélanger pour avoir quelque chose de tout neuf à inaugurer.

LOUIS GALLOIS

Quand j'étais commissaire général à l'investissement 600 millions d'euros par an étaient attribués au CEA pour financer Astrid. Actuellement le CEA a des équipes qui continuent à travailler sur les neutrons rapides mais à hauteur de 250 millions d'euros : on a réduit de plus de moitié l'effort entrepris dans cette technologie dont je pense comme Yves Bréchet qu'elle est absolument décisive pour l'avenir, au-delà de 2050.

Je comprends très bien du point de vue d'EDF sur l'ARENH. Mais en tant que co-président de la Fabrique de l'industrie j'entends les craintes des électro-intensifs qui bénéficient de l'ARENH : « Si l'ARENH disparaît, nous partons pour les États-Unis ». C'est Dunkerque, c'est Saint-Jean de Maurienne, ce sont les hauts-fourneaux, c'est la cimenterie (les cimenteries ne partiront pas aux États-Unis mais elles peuvent s'installer ailleurs). Il faut donc trouver un moyen de donner aux électro-intensifs une électricité à un prix convenable. Henri Proglio se place du point de vue d'EDF qui a intérêt à ce que le prix de l'électricité soit le plus élevé possible. Mais c'est quand même un problème considérable. Nous payons actuellement l'électricité le même prix que les Allemands et quelquefois un peu plus cher ! Ceci nous place en situation d'infériorité alors que nous étions en situation de supériorité.

Le problème du marché de l'électricité n'est pas une affaire simple. En sortir n'est pas simple non plus parce que nous sommes au centre des interconnexions. Ceci étant dit, nous vivions auparavant avec un système très simple d'appel d'offres et les problèmes étaient réglés par une chambre de compensation Suisse. On peut donc avoir un autre fonctionnement. C'est une affaire extrêmement compliquée.

La réforme proposée par la Commission qui vise à faire une sorte de tunnel sur les prix à long terme a l'avantage de donner de la perspective, de la stabilité au prix de l'électricité pour les contrats à long terme. On sait où on va mais cela n'a pas d'impact sur le prix de l'électricité qui reste très élevé. Une baisse du prix de l'électricité nécessiterait une réforme beaucoup plus profonde du marché. J'avais cru comprendre que c'est ce que Bruno Le Maire souhaitait mais je me suis aperçu qu'il se ralliait à la proposition de la Commission.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Bruno Le Maire a quand même annoncé au moins cinq ou six fois depuis son entrée en fonction qu'il allait renégocier le marché de l'électricité.

Je ne comprends pas ce qui se passe.

J'ai été président d'EDF, j'ai défendu ma maison comme il se doit. Pour autant, en qualité d'opérateur de service public, j'ai totalement conscience du fait qu'il appartient au service public de viser l'intérêt national dans ses règles de comportement. Quand l'intérêt national – comme c'est le cas aujourd'hui – exigeait de privilégier des filières industrielles pour qu'elles restent en France, rien ne m'a jamais empêché de le faire. Ce que je déplore c'est que sous ce prétexte on permette l'enrichissement sans cause de *traders*. L'ARENH a coûté 8 milliards l'an dernier à EDF. Il serait trop optimiste de prétendre que ces 8 milliards ont bénéficié aux électro-intensifs ! Le résultat total est de 32 milliards, non 20 milliards comme cela a été annoncé puisqu'ils ont provisionné les titres russes pour 12 milliards. La presse s'esbaudit : le meilleur résultat jamais atteint ! En fait c'est beaucoup plus que cela encore. Il ne faut pas chercher ailleurs les 8 milliards. Mais on n'en parle pas ou très peu. Nous sommes devenus riches parce que nous sommes « verts » ! Tel est le message de la « com ». J'avoue que je suis très irrité de voir qu'on a ruiné une institution nationale au profit d'investisseurs internationaux. Car, par son capital, Total n'est quand même pas une entreprise française. L'ARENH ne sert pas à ça. On pourrait très bien, encore une fois, négocier des contrats avec des industriels à un prix contractuel – qui, certes, ferait hurler ici ou là – et après roule carrosse ! Cela ne me gênerait pas et ne m'a jamais gêné. Suivre l'exemple espagnol et portugais ne me choquerait pas non plus. Ne faut-il pas véritablement renverser la table ? En effet, à force de dire « l'Europe ! l'Europe ! L'Europe ! », l'Europe nous a ruinés.

Je pense que sur l'énergie il y aurait matière à pratiquer la politique de la « chaise vide », comme l'avait fait De Gaulle de juin 1965 à janvier 1966, jusqu'à ce que le compromis de Luxembourg concède un droit de veto à tout pays estimant que ses intérêts vitaux sont menacés par une directive communautaire.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est ce que les Allemands viennent de faire sur le thermique.

LOUIS GALLOIS

Cette hallucinante affaire des thermiques démontre que ce sont les Allemands qui ont la main en Europe. Ils reviennent sur ce qu'ils avaient eux-mêmes accepté pour faire voter quelque chose qui avantage leurs voitures premium !

JEAN-MICHEL NAULOT

Je retiens l'idée de M. Proglia qu'il faudra peut-être renverser la table.

Je viens de lire les 70 ou 80 pages du texte sorti le 14 mars qui apporte toutes sortes de modifications sur les différentes directives européennes. Le tarif réglementé est enterré. Je cite : « Le tarif réglementé est une entrave à la concurrence, il doit être réservé aux ménages pauvres et vulnérables et à titre transitoire aux micro-entreprises, c'est-à-dire les entreprises qui emploient moins de dix personnes et ont moins de 2 millions de chiffre d'affaires ». De, plus, en cas de crise, la Commission envisage de pouvoir intervenir avec un tarif réglementé imposé et pour une durée maximum d'un an. En fait, cela annonce clairement l'abandon des tarifs réglementés, ce qui est inacceptable. Les ménages français, l'industrie française, les artisans, les petites collectivités locales, doivent pouvoir profiter du coût raisonnable de l'énergie nucléaire.

Cela rejoint la question que posait Jean-Michel Quatrepoint : faudra-t-il sortir du marché européen de l'électricité ? D'autant que sur le problème de la détermination des prix sur le marché européen de l'électricité, rien n'est réformé. M. Proglia dénonçait le fait que les éoliennes et les panneaux solaires étaient extrêmement favorisés dans le système d'enchères. C'est toujours le cas. Les éoliennes et les panneaux solaires, qui ont un coût de production par mégawatt/heure trois ou quatre fois supérieur au nucléaire, affichent systématiquement un coût zéro...Rien n'est changé ! Les superprofits des éoliennes s'expliquent par leur coût inscrit à zéro et un prix de vente très élevé, déterminé dans deux cas sur trois par le prix des centrales à gaz (alors qu'elles ne

représentent que 20 % de la production). La seule chose qui est proposée pour tenter d'améliorer le marché européen est une transposition au marché de l'électricité de ce qui existe dans la finance : des contrats de couverture très complexes étendus à une très grande échelle. Cela me rappelle ce qui s'est passé il y a une dizaine d'années quand on a vendu aux collectivités locales des produits complexes, des emprunts en franc suisse à 0 % qui se sont très mal terminés en raison du risque de change... J'espère que les gouvernements vont s'interroger sur l'opportunité de développer ces produits financiers très complexes diffusés à très grande échelle.

L'interrogation de Jean-Michel Quatrepoint – que semble approuver M. Proglia – sur une sortie du marché de l'électricité est donc une vraie question parce qu'on ne peut pas continuer dans cette direction. Je ne suis pas un professionnel de l'énergie mais j'ai lu attentivement ce texte, je l'ai même lu deux ou trois fois, et vraiment je trouve qu'il recèle beaucoup de pièges.

CLAUDE NICOLET

« D'où peuvent venir ces blocages ? », demandait Marie-Françoise Bechtel alors qu'étaient évoquées les positions de Bruno Le Maire sur la sortie possible de ce système. J'entendais hier soir un propos intéressant et extrêmement révélateur de Maud Bregeon (députée et jeune ingénieur nucléaire) qui se disait favorable, à titre personnel, à la sortie de la tarification telle qu'elle est prévue aujourd'hui par l'Union européenne, par le marché, parce que, en toute logique, cette situation ne peut perdurer et pour défendre les intérêts du pays. Elle a eu ce mot : « Mais c'est culturellement impossible parce qu'il est tabou d'aborder cette question dans le groupe majoritaire ».

Comme le disait Jean-Pierre Chevènement la question idéologique est extrêmement prégnante et représente un verrou colossal et gigantesque. Une difficulté importante à laquelle est confronté Bruno Le Maire pour faire avancer cette question est peut-être qu'à l'intérieur même du système il y a des verrous extrêmement puissants.

Ceci nous ramène à dire qu'il y a deux éléments idéologiques très forts. Celui dont parlait Jean-Pierre Chevènement est la force idéologique d'une certaine écologie. L'autre est le tabou absolu que constituent les règles européennes qui sont intériorisées dans un pays comme le nôtre (le gouvernement actuel n'est pas le premier à les avoir intériorisées, bien loin de là), règles que nous ne dépassons pas.

Nous terminerons sur ce constat qui n'est pas très optimiste.

Je crois que nous avons quand même assez bien « balayé dans les coins » grâce à l'intervention très brillante du président Proglia que nous remercions très vivement et aux interventions non moins brillantes de ceux qui, chacun dans son domaine, nous ont apporté à la fois leur savoir et leur esprit critique. Savoir fondé sur une longue expérience des choses et esprit critique dont nous comprenons très bien à quel point il est guidé par le principal souci de cette Fondation, je parle de l'intérêt national.

Merci à tous.

PUBLICATIONS RÉCENTES

OÙ VA L'ITALIE ?

Séminaire du mardi 21 mars 2023

QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?

Colloque du lundi 13 mars 2023

LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Colloque du mardi 31 janvier 2023

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS

Colloque du mardi 6 décembre 2022

TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE SAMUEL HUNTINGTON

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE

Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^E SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

**ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**

Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**

Séminaire du mardi 2 juillet 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Colloque du mardi 18 juin 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du lundi 6 mai 2019

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel et Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory*»** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La notion européenne d'État de droit et les souverainetés nationales** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^e République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Jean-Pierre Chevènement, du défi au pari** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, *Refaire la France* (Bouquins, 2023), par Marie Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Défense et illustration des valeurs de la République : deux contributions précieuses** », note de lecture croisée sur les ouvrages de Jean-Érich Schoettl, *La démocratie au péril des prétoires : de l'État de droit au gouvernement des juges* (Gallimard, le Débat, 2022) et de Benjamin Morel, *La France en miettes : Régionalismes, l'autre séparatisme* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **L'imaginaire des peuples, du déni au chaos ?** », note de lecture de l'ouvrage de Stéphane Rozès, *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerf, 2022), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel** », note de lecture de l'ouvrage de Pierre Conesa, *Vendre la guerre : Le complexe militaro-intellectuel* (L'Aube, 2022), par Erwan le Brasidec.
- « **La désindustrialisation de la France** », note de lecture de l'ouvrage de Nicolas Dufourcq, *La désindustrialisation de la France* (Odile Jacob, 2022), par Alexandre Benoit.
- « **Climat, énergie, décarbonation : Quel plan de transformation de l'économie française ?** », note de lecture de l'ouvrage du *Shift Project (avant-propos de Jean-Marc Jancovici) Climat, crises : Le Plan de transformation de l'économie française* (Odile Jacob, 2022), par Erwan Le Brasidec.
- « **L'autonomie des établissements scolaires, un remède à la crise de notre système éducatif ?** », note de lecture de l'ouvrage de Monique Canto-Sperber *Une école qui peut mieux faire* (Albin Michel, 2022), par Souâd Ayada, correspondante de l'Académie des sciences morales et politiques, ancienne présidente du Conseil supérieur des programmes.
- « **Laïcité, un principe** », note de lecture de l'ouvrage d'Éric Anceau *Laïcité un principe* (Passés composés, 2022, par Jules Vidal).

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achevé
d'imprimer
en juillet 2023